

L'OUVRIER METALLURGISTE

Organe mensuel de la Fédération Française
des Syndicats de la Métallurgie et Parties similaires

Rédaction-Administration : 28, Place Saint-Georges, PARIS (IX^e) — Téléph. : TRUDAINE 52-20

**Arrière la grève
générale pourvoyeuse
des dictatures qui
ramènent la classe
ouvrière à l'antique
servage.**

FIN D'ANNÉE

par Jean RICHARD

Il faut se réjouir, mes camarades. Au temps où l'année usée s'achève, où s'oublie devant d'autres angoisses, les angoisses du passé au moment où va commencer l'année neuve, le bilan vaut qu'on envisage l'avenir avec sérénité.

Parce que nous savons que nul ne désertera le champ de son travail ; parce que chacun de nous connaît le courage et la confiance d'entrain dans la victoire finale.

C'est toujours avec un peu d'inquiétude qu'on refait les comptes au livre d'une année. Que trouvera-t-on au bas du dernier feuillet ? Devrons-nous marquer un déficit des valeurs qui font notre force et par quoi et pour quoi nous vivons ?

Devrons-nous constater un piétinement de mauvais aloi à l'heure où c'est déjà reculer que de ne point avancer ?

Aurons-nous, au contraire, la joie de savoir que nous avons gagné du terrain ?

Eh bien, oui, nous avons sujet à nous réjouir, car nous avons avancé.

L'étape 38 s'achève au sommet d'un long chemin où les heurts abondèrent où les orages furent violents, où l'on trouvait la haine et l'erreur embusquées dans la nuit. Or, malgré tout cela, malgré les lassitudes aux soirs désolés où l'on avait, au cœur, cette impression de doute voisine des désespérances fatales, aujourd'hui nous sommes quand même au gîte provisoire qu'on laissera demain derrière soi. Le destin de l'homme est de continuer et le privilège de l'achèvement ne lui a point été accordé ici-bas.

On a eu confiance en soi, car on savait qu'on détenait la vérité. On a eu confiance en ses camarades car on savait qu'ils étaient sincères, et justes, et vaillants. On a eu confiance en toute l'idée syndicaliste chrétienne, car depuis plus de cinquante ans qu'existe le syndicalisme chrétien, on a maintenant la certitude qu'il est la voie sans concurrence des aboutissements sans déception.

De toute cette confiance mise en commun, de tout ce courage additionné, de tout ce labeur collectif est née la présente victoire et le droit que nous avons de proclamer : « L'année 1938 s'achève et nous avons le commun mérite de n'avoir point perdu ce temps qui nous était confié pour en faire quelque chose. Quelque

chose qui fût vrai, solidement vrai. »

Nous avons bien le droit, mes camarades, d'être fiers et heureux de ce succès acquis chaque jour, chaque heure de cette année, de ce succès qui est tellement le nôtre.

Il faut à l'homme ce témoignage périodique que sa marche continue. Il est bon qu'il s'en réjouisse.

Car l'indifférence est le cancer dont meurent tant de causes de noble origine.

Le passé est consolant. Alors, regardons maintenant devant nous.

Il faut continuer à lutter. Il faut continuer à avancer. Il faut continuer à vaincre tous les jours, toutes les minutes qu'il nous est donné de vivre.

On n'improvise pas un tel résultat ; on le réalise quotidiennement, laborieusement, au cours de l'année. On le gagne pied à pied contre toutes les objections, contre toutes les réactions, contre cette formidable armée des puissances mauvaises dont le défaitisme est le corps le plus redoutable.

En avant ! mes camarades. Ah ! je sais bien ce que peut avoir d'illusoire cet impératif lorsqu'il n'est pas suivi d'une réalisation immédiate.

Je sais ce que peut avoir de tristement drôle cette consigne qu'on lance de façon théâtrale, en marquant lamentablement le pas.

Que ce ne soit pas notre fait. Voilà que de nouveau le com-

bat nous sollicite. A nouveau, nous devons nous dresser pour défendre des droits que nous avions cru intangibles.

C'est pas à moi de résoudre le dilemme que posent les circonstances. Accepter les plus rudes sacrifices ou bien refuser au pays l'essence même de sa vie. Choisir entre la vie des siens la plus immédiate ou la vie plus générale mais aussi chère de la France même.

Tout de même, je peux bien écrire que la classe ouvrière, mouton toujours tondue, n'a pas à choisir entre ces deux devoirs.

Elle est prête aux sacrifices. Soit ! Mais qu'on ne le lui demande pas seulement à elle.

Mieux et plus sincèrement que beaucoup d'autres, elle aime ce pays qu'elle fait vivre de tous ses bras. Mieux et plus sincèrement que beaucoup d'autres elle veut pour lui un salut plus définitif.

Mais de grâce qu'on ne lui impose pas de ridicules vexations, mêlées hypocritement à des mesures d'une apparente nécessité.

On plutôt qu'on lui impose des charges. Elle les acceptera, elle en a l'habitude. Mais qu'on les impose également à d'autres.

Il faut donner confiance au capital, proteste-t-on. Quand donc, enfin, dira-t-on, qu'il faut donner confiance à la classe ouvrière ?

Est-ce qu'elle n'est pas un capital elle aussi ? Est-ce que, davantage que toutes les puissances d'argent, elle n'est point LE CAPITAL, le plus beau, le plus juste, le plus bon ?

(Lire la suite en 2^{me} page).

NOS RESPONSABILITÉS APRÈS LA GRÈVE GÉNÉRALE

1^{er} mai 1920 — 30 novembre 1938, deux dates historiques pour le Syndicalisme ; deux batailles engagées, deux batailles perdues.

Les majoritaires et les monopolisateurs doivent faire place aux minoritaires d'hier, leurs méthodes d'action ont fait faillite, la classe ouvrière doit les repudier si elle veut éviter de tout

leurs adhérents sur le pavé, en leur laissant comme seule ressource la carotte du secours de chômage.

Une autre majorité syndicale doit représenter et prendre en mains les intérêts du monde du travail ; la démocratie syndicale doit, désormais, trouver son expression dans des méthodes dé-

d'hui plus qu'hier, sur vos épaules, c'est de votre côté que regarde maintenant la classe ouvrière pour y chercher un instinctif appui, vous êtes son suprême espoir, avec vous elle veut vivre libre et indépendante, avec vous elle veut conserver le patrimoine que lui a légué la civilisation chrétienne en la libérant



La délégation des métallos de la Loire-Inférieure sortant du Ministère du Travail où elle a, à l'issue de l'audience qui lui a été accordée par M. Cahen Salvador, directeur du Cabinet de M. Pomaret, Ministre du Travail, remis les vœux ci-contre.

De gauche à droite : Dubar, Linger, Botton, de la Fédération, Mabit, Chauve et Bodiguel.

DEVANT LES POUVOIRS PUBLICS LE 3 DÉCEMBRE 1938

Les vœux des Métallos de la Loire-Inférieure

Les Syndicats chrétiens en présence de la situation pénible dans les grands centres industriels de la Loire-Inférieure, plus particulièrement à NANTES et SAINT-NAZAIRE,

Demandent :

Aux Pouvoirs publics, plus particulièrement, au Président du Conseil et au Ministre du Travail, de s'entretenir au près des Directions d'entrepri-

ses pour une conciliation qui permette une reprise rapide du travail. A cet effet, ils estiment qu'une humanisation des sanctions qui ont été prises ou qui pèsent à l'heure présente comme une lourde menace sur certains éléments de la classe ouvrière serait de nature à faciliter la conciliation et aiderait puissamment la reprise normale du travail.

perdre, c'est-à-dire sa liberté d'action, son droit de discuter ses conditions de travail, le respect de sa dignité et de sa personnalité.

La violence, destructrice des libertés ouvrières, n'est pas un argument de réunions publiques, c'est l'évidence même sanctionnée par les faits dont la classe ouvrière de Russie, d'Italie et d'Allemagne fait les frais.

Les travailleurs français et les ouvriers métallurgistes en particulier, n'entendent pas servir de cobayes aux démagogues habillés de peaux de lapins qui jettent

mocratiques qui soient la transposition, dans les faits, de l'esprit qui guidera toute son action.

Le Syndicalisme Chrétien vient de montrer, au cours des derniers événements, qu'il était une force agissante, conquérante et disciplinée, capable d'entraîner à sa suite la masse importante des travailleurs français qui entendent demeurer fidèles aux libres institutions qu'ils se sont, eux-mêmes, données.

Militants ou simples adhérents de notre mouvement, de lourdes responsabilités pèsent, aujourd'hui,

des antiques servitudes.

Notre Confédération, avec ses Unions et ses Ecoles Normales vous offre le cadre idéal d'une organisation qualifiée et vivante pour représenter, défendre et promouvoir les légitimes aspirations du monde du travail. De la confiance que vous lui témoignerez et de la force dynamique que vous mettrez à servir son idéal de collaboration dans la justice, l'indépendance et le respect des droits de chacun, dépend l'avenir de la classe ouvrière.



La C.F.T.C.

chez

le Président du
Conseil

(Voir page 2 le compte-rendu de l'entretien)

Régénération Générale dans la Région Parisienne avant la Grande Première du 30 Novembre

par Gérard d'HELLY

C'est de notre profession que sont partis les premiers mouvements de grève. Le 22 novembre les Usines Cail de Denain, étaient occupées peu après d'autres établissements de la région de Valenciennes, tels Escout et Meuse et les Acieries de Trith Saint-Léger, groupant respectivement 5.000 et 3.000 ouvriers, et pour ne citer que les plus importantes, se joignaient au mouvement.

La Région Parisienne, avec ses 3.200 usines de métallurgie, devait tenter les meneurs. Pour donner plus de force à leur agitation, ce sont les Usines Renault, avec leurs 30.000 ouvriers, qui furent choisies par les professionnels

de la grève comme champ expérimental.

Le jeudi 24, à 14 heures, les portes sont occupées, les grévistes les bloquent avec les plus gros camions de l'usine ; une heure après la grève est totale et les quelques ateliers qui résistent sont contraints, sous la pression des grévistes, de cesser leur activité. Certaines usines, détachées du groupe central, se sont mises en grève et les ouvriers sont venus rejoindre leurs camarades de Boulogne-Billancourt, pendant ce temps, on fait courir les bruits les plus extravagants et, notamment, celui de la grève générale des chemins de fer ; des cris se

font entendre parmi lesquels on discerne ceux de « Démision Daladier ».

Cependant que certains dirigeants du Syndicat des Métaux circulent dans l'usine, les Techniciens et les Employés opposent une violente résistance à ceux de leurs camarades extrémistes qui tentent de les entraîner dans le mouvement. A 17 h. 30, leur sortie s'effectue par une petite porte occupée par la police, auparavant la Direction les avait informés de rester chez eux et d'attendre les convocations qui leur seraient adressées par la Presse et la Radio ; cependant aux portes principales, des masses d'ouvriers se sont groupées et réclament l'ouverture des portes, les piquets de grève doivent céder et un nombre important quittera ainsi les ateliers, pendant ce temps-là, la garde mobile cerne l'usine qu'au cours de la nuit elle fera évacuer, après avoir livré aux grévistes une véritable bataille.

Le 30 novembre l'activité des usines Renault n'a pas repris, seuls les agents de maîtrise et certains employés des services généraux ont accès dans les locaux de l'entreprise et la police qui garde la ville industrielle interdit toute circulation à l'intérieur de celle-ci, aux personnes non munies de laissez-passer, la journée se passera sans incident et il en sera de même pour l'ensemble des usines métallurgiques de la Région parisienne, d'ailleurs d'importantes forces de police assurent la liberté du travail et, seules, quelques entreprises d'aviation nationalisées, dont le nombre est infime, ont fermé leurs portes. La proportion d'ouvriers au travail variera ainsi entre 75 et 90 %.

LA POSITION DU SYNDICAT OUVRIER DE LA METALLURGIE DEVANT LA RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL

Le flaneur qui, d'aventure, se promenait le 25 novembre, aux abords des usines Renault, pouvait constater l'acharnement déployé par les antagonistes aux prises la nuit précédente.

On aurait beau épuiser de tels procédés, mais les conséquences de ces actes sont trop graves pour que nous nous plaisions aux critiques faciles. Une seule chose importait : la position de nos amis devant la fermeté brutale de l'usine.

Parallèlement aux lettres de protestation que nos adhérents écrivaient à la direction Renault, nous écrivions au groupe patronal pour préciser notre position et dégager la responsabilité de nos amis dans le mouvement.

La réponse qui nous était adressée était, pour le moins curieuse, elle constatait, entre autre, « Que

« le patronat était victime, tout comme le personnel non gréviste », de, d'une rupture de contrat par force majeure. »

En bon français, nos camarades étaient ainsi considérés sur le même plan que les grévistes. Cette manière de voir, inacceptable en droit, suscitait de notre part une réponse ferme au Groupement patronal ; parallèlement notre Fédération, en collaboration avec la C.F.T.C., effectuait une démarche au Ministère du Travail, auprès du Directeur de cabinet de M. Pomaret, pour lui signaler les faits et l'informer que nous n'acceptons, en aucune façon, cette manière de voir.

Notre énergique protestation devait aboutir à la reconnaissance des droits de nos camarades, au maintien de leur contrat de travail, en conséquence, de tous les avantages qui s'attachent au service continu en matière de salaires, de congés payés, voire d'indemnités de congédiement.

CE QU'IL NOUS RESTE A FAIRE

Il est malheureux que, toujours il faille de tristes expériences pour montrer et faire ressortir la vérité.

Nous avons pu paraître, en différentes circonstances, n'avoir qu'une position d'attente. Nous le disons très nettement : pouvait-il en être autrement ? Ne faut-il pas compter avec la force brutale contre laquelle il serait vain de vouloir lutter à forces égales, tel un bouchon sur une mer démontée...

Nous, les chrétiens, on nous haïssait, le terme n'est pas trop fort, sans savoir pourquoi. Quoi qu'on en puisse penser, le vieil anticléricalisme du siècle dernier n'est pas virtuellement mort. N'est-ce pas celui-ci qui repartait, sous forme de sourires, de plaisanteries faciles, qui fait que trop longtemps, on a essayé de nous discréditer aux yeux de la masse ? Mais aujourd'hui, le vent a tourné. Les chrétiens, mais ce sont eux qui ont et avaient raison. Il n'y eut qu'un malheur, ils ne bénéficiaient pas du crédit de la foule plus apte à porter en triomphe des mystificateurs dont on paie les plaisanteries très cher...

Les temps sont révolus, les ouvriers ne veulent plus que l'on plaisante avec leur destin. Une seule crainte apparaît : que ces expériences désastreuses ne lassent le monde du travail, du syndicalisme, qui n'aura pas su lui apporter ce dont il avait besoin.

Pour éviter cela, sachons nous faire entendre à temps, sachons faire justice du préjugé défavorable qui pèse sur tous et entraînez les travailleurs vers une organisation nouvelle dont ils seront les premiers bénéficiaires.

J. GERSTEL.

LA GRÈVE GÉNÉRALE EN PROVINCE

Echos de quelques centres métallurgiques

Si nous faisons maintenant le tour des principaux centres industriels et commençant par Lille, nous nous trouvons devant des entrées d'usines métallurgiques cernées par les piquets de grève qui seront un obstacle que beaucoup d'ouvriers n'oseront pas franchir, mal protégés par un service d'ordre trop restreint, malgré cela un certain nombre réussissent à travailler grâce au courage des Syndicalistes Chrétiens.

A Arras, 95 % d'entrées, dans certaines usines 100 %, l'attitude des syndiqués chrétiens a entraîné, la aussi, le gros des hésitants.

Dans le Bassin de Maubeuge, la majorité des ouvriers travaille.

A Denain, la situation est tendue, il est impossible aux ouvriers de se rendre à leur travail, sur toutes les routes et à tous les carrefours les piquets de grève veillent et liberté du travail et sécurité dans la rue ne sont pas assurées, le service d'ordre n'intervenant pas.

Dans les Ardennes, on compte 75 p. cent des rentrées. Dans le bassin de Briey, très peu de défections. Dans la Moselle, aux Etablissements de Vandell, sur 8.000 ouvriers, 130 grévistes, à la Société Métallurgique de Kuntange, 5.000 ouvriers, 100 grévistes ; à Hagondange, sur 5.000 ouvriers, 60 grévistes, etc., et cela malgré une abondante distribution de tracts et de nombreux meetings organisés par la C.G.T. pour préparer la grève générale.

Au Pays de Montbéliard, le mouvement de grève n'est suivi que par 10 à 15 p. cent de l'effectif total.

Au Creusot, sur 10.500 ouvriers, 19 absents, à Châlon-sur-Saône, 9 p. cent de grévistes sur un effectif de 5.500 ouvriers.

En Savoie, à Ugine, sur 4.000 ouvriers des Acieries, 30 absences ; dans la Vallée de la Maurienne, toutes les usines d'électrochimie ont fonctionné normalement, certains ouvriers dirigeants de la C.G.T., après avoir pendant la journée organisé et participé aux piquets de grève, prendront leur service de nuit, c'est là une façon d'appliquer le mot d'ordre qu'ils donnent à leurs camarades.

Saint-Etienne, dans toute la région, on compte un maximum de 30 p. cent de grévistes.

A Béziers, aux Etablissements Fougat, l'attitude courageuse des syndiqués chrétiens, dont deux adhérents furent blessés, entraîna une importante fraction du personnel qui, malgré les violences des grévistes réussit à travailler.

A Tarbes, aux Usines Als-Thom, 60 p. cent du personnel collabora, travaillant, le pourcentage pour les ouvriers sera de 20 p. cent, aux Forges, les deux tiers du personnel sont à leur poste.

Dans l'Aveyron, à Viviez-Penchot, 60 p. cent du personnel étaient au travail malgré les piquets de grève.

AGENTS DE MAITRISE A vous mes amis de province...

par Henri GALTIER

Président du Syndicat général des Agents de Maîtrise

Si j'aimais la parodie, j'aurais intitulé cet article « La voix de Paris »... je ne l'ai pas fait et c'est mieux ainsi.

C'est, en effet, à vous tous, mes amis de province, que je veux m'adresser aujourd'hui ; à vous tous chefs d'ateliers, contre-maîtres, chefs d'équipes, techniciens qui, dispersés dans tous les centres d'activité industrielle, avez comme nous des responsabilités, des soucis et des craintes.

Et je m'adresse à vous pour vous dire que vous n'êtes pas isolés dans le monde des travailleurs. Vous, que l'usage veut que l'on nomme agents de maîtrise et que la raison inciterait à appeler agents de collaboration, vous avez, à Paris, au sein même de cette C. F. T. C. qui vous est chère, un organisme qui, dans une apparence d'activité discrète, travaille tous les jours pour vous.

Dans quelques mois, nous allons célébrer les deux ans d'existence de cet organisme. Au cours de ces deux années de travail obscur, nous avons atteint le seul but que nous nous étions proposé : « exister ». Nous existons, mes chers amis, nous existons même d'une manière officielle, qui dépasse nos espérances et qui nous permet d'envisager l'avenir avec un optimisme que peu d'organisations syndicales capables de ce titre, peuvent envier.

Certes nos manifestations ne sont pas tapageuses et si elles ont provoqué quelquefois un sentiment d'agréable surprise, ce sentiment rejallissait sur toute la profession, c'est-à-dire sur vous tous.

Les événements que nous traversons et dont il est difficile de prévoir l'issue, nous placent une fois encore devant des responsa-

bilités morales qui devraient nous effrayer si nous n'avions pas conscience de la vérité de nos convictions. Il est plus nécessaire que jamais que vous soyez informés, si vous voulez remplir votre rôle dans l'œuvre sociale que vos fonctions vous imposent.

Vous êtes le catalyseur dans l'entreprise que vous occupez ; placés entre le patron et l'ouvrier il ne dépend que de vous bien souvent, que celui-ci comprenne celui-là et inversement, pour le plus grand bien du sort de vos subordonnés.

Moins bien servis que nous, puisque vous n'avez pas la latitude d'aller puiser auprès du siège social le réconfort moral que peut apporter le contact des responsables confédéraux si dévoués, je vous demande de nous faire confiance, de venir grossir notre famille déjà nombreuse où vous trouverez, je vous l'affirme, une compréhension et une sollicitude en rapport avec la beauté et la noblesse de votre tâche quotidienne.

A propos de la convention collective des collaborateurs de la métallurgie de la région parisienne.

Le Ministre du Travail vient de publier un avis complémentaire en vue de rendre obligatoires les cinq sentences surarbitrales des 1er août, 30 octobre, 24 décembre 1937, 24 février et 10 mai 1938, ainsi que les accords des 27 mai et 12 octobre 1938, ce dernier prorogeant la convention collective jusqu'au 31 décembre 1939.

NOTRE CARNET

DEUIL

Notre Secrétaire Général Paul LE BIHAN nous fait part du deuil cruel qui le frappe en la personne de sa mère, décédée le 11 décembre 1938. Une nombreuse assistance avait tenu à rendre un dernier hommage à la défunte lors de la messe d'enterrement qui fut célébrée à l'Eglise Sainte-Marie-des-Fontenelles à Nanterre, le mercredi 14 décembre.

Nos camarades Lucien Léonard, Jean Gerstel et Joseph Botton présentaient la Fédération.

A notre Secrétaire général, l'Ouvrier Métallurgiste adresse l'expression de ses plus chrétiennes condoléances.

NAISSANCES

Nous apprenons la naissance de Jacques BLESTEL, fils de notre ami André BLESTEL, Secrétaire du Syndicat de la Métallurgie d'Evreux.

Nous sommes heureux de féliciter notre camarade en formant les meilleurs vœux de santé pour M^{me} BLESTEL et le petit Jacques.

— Notre camarade Marcel BECK de Béthune, vient d'avoir la joie d'accueillir à son foyer un deuxième enfant qui porte le prénom de Jean-Marie. Cette heureuse naissance a eu lieu le 30 novembre dernier.

L'Ouvrier Métallurgiste adresse ses meilleurs compliments aux heureux parents.

— Nous apprenons la naissance d'Anne-Marie BARBAUX, fille de notre sympathique et dévoué Président du Syndicat de la Métallurgie de Saint-Dizier.

A M^{me} BARBAUX, militante bien connue des Syndicats Féminins, l'Ouvrier Métallurgiste adresse ses meilleurs vœux pour sa santé personnelle et celle de sa chère petite fille et il y joint ses compliments à l'ardent propagandiste et animateur qu'est notre ami BARBAUX.

— Notre ami JACQUET, du Syndicat Général des Agents de Maîtrise, Professeur à l'Ecole d'apprentissage des Etablissements Racleau, nous apprend la naissance de son fils Alain.

Avec les heureux parents, l'Ouvrier Métallurgiste se réjouit de cet événement familial, il forme des vœux nombreux pour la santé de M^{me} JACQUET, ainsi que pour son fils, et il prie l'heureux papa d'accepter ses meilleurs compliments.

Création d'un Atelier-Ecole

Un atelier-école est créé à Saint-Chamond (Loire) et sera annexé à l'école pratique d'industrie de cette ville.

(J.O. du 17 novembre 1938.)



Imprimerie Centrale
12, rue St-Siméon,
Bordeaux.

Le Gérant : Henri SINON.

FIN D'ANNÉE

par Jean RICHARD

(Suite de la page 1.)

Est-ce qu'un pays, pourrait vivre sans ce capital-là : le travail de milliers et de milliers d'ouvriers qui acceptent des conditions d'existence souvent modestes, quand d'autres, ceux de l'autre capital, vivent sans soucis, orgueilleusement dédaigneux des humbles : les seuls vrais grands de ce monde.

Non, la classe ouvrière n'entend point désertier aux devoirs du moment. De telles erreurs n'existent pas au cours de sa longue et belle histoire.

Ce qu'elle veut, c'est avant tout la justice pour elle-même, l'égalité répartition des charges qu'une situation compromise dont elle n'est point responsable, nécessite.

Sans la classe ouvrière, encore une fois, un pays n'est rien.

Sans un pays libre et sain, la classe ouvrière non plus n'est rien. Cela est trop évident pour souffrir la discussion. Il faut alors que le pays tienne compte de cette force dont il vit comme elle, tout compte des charges qui l'accablent et dont il veut se libérer.

En vérité, des heures dures commencent, mes camarades. On a trop souvent évoqué la « grande pénitence ». La voilà.

L'expérience qui naît sera concluante en ce sens qu'elle constituera un nouvel et dramatique échec. Ce n'est pas notre expérience à nous. Et ceux qui la tentent en porteront toute la responsabilité.

Il faut chercher ailleurs les causes du malaise dont souffre la France.

Mais précisément on ne veut pas regarder autre part.

Le syndicalisme chrétien, dans tous ses mots d'ordre a donné le signe d'alerte. Il n'a pas été assez écouté. On l'a trop souvent éliminé des conférences où, pourtant, il avait son mot à dire.

Le mal vient de partout à la fois. Mais faute de n'avoir pas eu à donner son avis, le syndicalisme chrétien ne peut être tenu pour complice de l'actuelle erreur.

Il est temps encore pour ceux qui mènent la France de nous entendre. Le voudront-ils ? L'oseront-ils ?

Quant à nous, mes camarades, disons-nous bien que le moment est venu d'appliquer les consignes de notre dernier congrès.

Il n'est point de répit pour celui qui a entrepris la défense d'une cause juste. Nous savons bien qu'il n'existe pas de repos pour nous. Nous, nous le savons en commençant. Nous le savons au départ, et nous nous sommes engagés quand même. Dès lors, nous n'avons plus le droit de démissionner. Car démissionner maintenant ce serait, plus lâchement, désertier.

Il faut qu'ici, l'an prochain, nous comptons de nouvelles victoires, nous marquions une avance nouvelle, parce que, je vous le redis, je vous l'affirme mes camarades, mes bons camarades, auxquels, par le message mensuel de notre commun journal et cet avènement prolétaire qui fait l'orgueil le plus légitime de ma collaboration.

Je vous le redis, je vous l'affirme. Ne plus avancer, c'est déjà reculer.

Conclusions féminines du Congrès

par Marguerite MARTIN

Le Congrès des Métallurgistes est terminé. Il a été ce qu'on voulait qu'il fût : une réalité.

Les nombreux délégués de Province et de Paris ont vraiment vécu leur Congrès, prenant une part active dans les discussions, tellement actives qu'on dut réduire la liste des interventions. Il est vrai que les questions étaient importantes :

— Défense de la nouvelle législation sociale ;

— Situation présente des Industries Métallurgiques en France.

Devant de tels problèmes, on sent la nécessité d'une Fédération forte, d'une union plus grande, et je crois qu'il résultera de ce Congrès une organisation plus méthodique de notre Fédération de la Métallurgie.

Ouvrières de la Métallurgie de toutes les contrées de France, c'est à vous que me m'adresse ; permettez-moi de vous exposer les désirs des Ouvrières de la Métallurgie parisienne qui seraient heureuses de voir une organisation méthodique fédérale sur le plan féminin.

Nous avons besoin en France d'une organisation syndicale féminine parce que la main-d'œuvre féminine est importante. Au cours d'une conversation avec Arthur BERTINCHAMPS, Président de la Centrale belge, celui-ci me déclarait qu'en Belgique, sur les 46.000 métallurgistes que compte leur organisation syndicale chrétienne, il n'y avait pas 500 femmes ; il n'en est pas de même en France. Nous savons même que dans certaine branche de la petite métallurgie (appareillage électrique, T.S.F., bobinage, lampes électriques, boîtes de conserves, fermeture-éclair, etc...) la main-d'œuvre féminine est plus importante que la main-d'œuvre masculine.

Nous avons donc des intérêts féminins à défendre, intérêts qui partent des faits et ne sont pas en concurrence avec les intérêts masculins, au contraire, ces intérêts peuvent s'harmoniser, se concilier de façon à réaliser plus vite l'idéal que nous poursuivons :

— Le salaire du père faisant vivre la famille ;

— La famille heureuse par la présence de la mère au foyer, mais aussi la veuve et la célibataire vivant justement et honnêtement de leur travail.

Une éducation féminine est à faire pour laquelle la collaboration de groupes féminins est indispensable.

Les ouvrières métallurgistes de la région parisienne font appel à la collaboration de leurs sœurs de travail en province pour l'application du règlement

cents décrets-lois, le Bureau fait confiance à la C. F. T. C. pour défendre les intérêts ouvriers et le Président lève la séance.

Roger LELIEVRE.

intérieur de la C.F.T.C. qui prévoit dans les syndicats mixtes « l'organisation d'une Commission féminine en vue d'étudier les questions particulières concernant le travail féminin ; puis, « en vue d'établir une liaison entre tous les éléments féminins d'une même région ou d'une même profession, une Commission féminine sera constituée dans chaque Union locale, départementale ou régionale et dans chaque Fédération de métier. »

Le lien fédéral féminin est nécessaire, surtout à l'heure actuelle où nous constatons un déplacement de main-d'œuvre ; beaucoup d'usines quittent la région parisienne pour s'installer en province. Il faut que les Syndicats de province accueillent et encadrent ces nouveaux éléments. Le Syndicat local sera d'autant plus fort qu'il sera inclus dans une Fédération bien organisée et le Groupe féminin sera d'autant plus vivant et actif qu'il sera en liaison plus étroite avec sa Commission fédérale féminine.

Au travail donc, chères ouvrières métallurgistes, et l'année prochaine, c'est avec grand'joie que nous recevrons vos déléguées féminines au prochain Congrès métallurgiste !

Marguerite MARTIN.

La C. F. T. C. chez le Président du Conseil

Une délégation de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens conduite par MM. J. Zirnheld et G. Tessier, président et secrétaire général de la C.F.T.C., et présentée par MM. Peissel et Meck, députés, président et secrétaire du Groupe Parlementaire du Syndicalisme Chrétien, accompagnés de plusieurs de leurs collègues, a été reçue, le 14 décembre, par M. Edouard Daladier, président du Conseil des Ministres.

Les Syndicalistes Chrétiens ont fait connaître au Président du Conseil la position de leur groupement à l'égard des décrets-lois et de la tentative de grève générale. Ils ont appelé son attention sur la nécessité d'envisager la modification d'un certain nombre de dispositions des décrets-lois qui portent atteinte à la législation sociale ; ils ont pris acte des propositions de la Commission des Finances de la Chambre, acceptées par le Gouvernement, en ce qui concerne l'aménagement de la taxe de 2 % sur les revenus professionnels.

La délégation s'est ensuite rendue au Ministère du Travail où elle a présenté à M. J. Cahen-Salvador, directeur du Cabinet de M. Pomaret, Ministre du Travail, des textes précis susceptibles d'amender les décrets-lois, dans l'esprit ci-dessus indiqué.

La Vie Fédérale et Syndicale

PARIS

Assemblée générale du Syndicat Chrétien des Ouvriers de la Métallurgie de la Région Parisienne (C. F. T. C.)

L'Assemblée générale annuelle du syndicat chrétien des ouvriers de la métallurgie a eu lieu samedi 19 novembre, Salle des Sociétés Savantes, sous la présidence de Charlemagne Broutin, président de la Fédération Française des Syndicats Chrétiens de la Métallurgie (C. F. T. C.).

C'est, devant une salle comble que, dès l'ouverture de la séance, Roger Lelievre, secrétaire du Syndicat, prend la parole pour la lecture du rapport moral. Il retrace longuement ce que fut l'action professionnelle déployée durant l'année écoulée et en particulier les différentes démarches effectuées pour obtenir notre participation au renouvellement des conventions collectives et pour le maintien d'un pouvoir d'achat en rapport constant avec les indices du coût de la vie.

Le rapport financier, présenté par Jean Gerstel, montre l'excellence des finances syndicales, ce qui est indispensable pour mener une action qui portera tous ses fruits pour le mieux-être de tous.

Après les élections au Conseil Syndical, Jean Lobjois présente un rapport général sur les élections prud'homales et nos moyens d'action. Le rapporteur s'attache à montrer l'intérêt que tous les syndicats chrétiens doivent porter aux élections prud'homales qui sont un des moyens devant permettre au syndicalisme chrétien de rayonner de plus en plus. Jean Lobjois continue en montrant que le syndicat n'arrivera à développer son action qu'autant que ses moyens seront suffisamment développés d'où nécessité, conclut-il, de reconstruire la cotisation syndicale en fonction des salaires.

En conclusion de ces différents rapports, l'Assemblée vota à l'unanimité le principe de l'augmentation de la cotisation et donna mandat au Conseil syndical pour étudier les modalités suivant lesquelles cette augmentation serait effectuée.

Et la séance fut levée après que Charlemagne Broutin eut lancé un vibrant appel afin que tous les syndicats chrétiens comprennent tout ce que l'on attend d'eux pour réaliser la tâche immense qui reste à accomplir pour le mieux-être de la classe ouvrière.

Le Secrétaire de Séance :
P. FONDANAICHE.

Au cours de sa réunion du 9 décembre, le Conseil syndical, en exécution du mandat qui lui a été donné et après avoir pris connaissance de l'avis formulé par les sections d'entreprises, fixe les cotisations syndicales aux taux suivants :

3 francs pour les aspirants ;
7 francs pour les membres actifs.
Ces taux entreront en vigueur au 1^{er} janvier 1939.

AVEYRON

VIVIEZ-PENCHOT

UNE BELLE JOURNÉE SYNDICALE A VIVIEZ LE 20 NOVEMBRE

Organisée par le Syndicat des métallurgistes cette journée a été un véritable succès, près de trois cents travailleurs l'ont vécue, sur ce nombre les deux tiers étaient des moins de 40 ans.

Dès 9 h. 30, dans la salle de la J.O.C. bientôt trop étroite, s'ouvre la séance d'études portée au programme.

A 11 heures précises la coquette église de Viviez est remplie par les travailleurs pour entendre la messe et écouter avec attention une allocution du R.P. Raymond.

Ensuite, derrière le bureau du syndicat, qu'accompagne le camarade Lacassaigne, vice-président des cheminots de Limoges, les travailleurs se rendent en cortège déposer une gerbe au monument aux morts. Le président Monbroussous, ancien combattant, dépose aux pieds du monument une gerbe splendide cravatée d'un ruban aux couleurs nationales. Une minute de silence — minute de prière — est observée... Et c'est la dislocation.

Ce défilé dans les rues de Viviez a produit une profonde impression. Tout le monde est aux fenêtres sur les portes, sur le trottoir, le syndicat chrétien de Viviez a montré sa force au grand jour, il faudra désormais compter avec lui.

A 12 heures, 120 camarades se retrouvent à l'hôtel du Nord pour le repas en commun, au dessert arrivent les toasts, paroles simples mais jallées du cœur.

A 14 heures, dans la salle des fêtes a lieu la réunion publique devant plus de trois cents hommes ou jeunes gens. Le secrétaire, après les remerciements d'usage fait l'historique du syndicat de Viviez, depuis sa naissance jusqu'au succès de ce jour ; il retrace les étapes parcourues, les difficultés vaincues. Aujourd'hui, dit-il, il est fort et respecté. Il rappelle ensuite son voyage à Rome avec une délégation de la C.F.T.C., et termine par un appel à tous les travailleurs pour

rejoindre l'organisation syndicale. Puis Lacassaigne, venu de Limoges, apporte ses précieux encouragements, c'est la raison d'être, et c'est le programme de la C.F.T.C. brossé de main de maître et lumineusement esquissé. Ce sont les raisons de l'opposition irréductible qui existe entre le principe de la lutte des classes et celui de la collaboration. Ce sont aussi les possibilités d'entente passagère pour une action précise et juste avec les autres groupements ouvriers lorsque la situation l'exige.

L'exposé de Lacassaigne a ouvert de larges horizons et éclairé de nombreuses consciences. Une telle démonstration aura une immense portée, un bienfaisant retentissement.

Par cette magnifique journée, le syndicat chrétien a fortement marqué sa place dans le bassin houiller, il va l'étendre encore durant les jours qui vont venir.

BOUCHES-DU-RHONE

MARSEILLE

Syndicat Chrétien de la Métallurgie

Assemblée générale du 3 novembre 1938

Le 3 novembre 1938, les membres du Syndicat chrétien des ouvriers métallurgistes et parties similaires se sont réunis, sur convocation du Bureau syndical, en Assemblée générale extraordinaire, au siège de la Bourse chrétienne du travail.

La séance commence à 18 h. 30, et est présidée par le camarade Ottavy, secrétaire du syndicat, assisté des camarades Comperatore et Vella, membres du Conseil.

Ottavy donne le compte rendu de la dernière Assemblée générale extraordinaire et de l'activité déployée par le Syndicat lors du dernier conflit survenu dans la métallurgie.

L'ordre du jour indique ensuite : loi de 40 heures et présentation du candidat aux élections prud'homales.

Le Secrétaire du syndicat fait part à l'Assemblée générale de la décision du Conseil syndical, en accord avec le bureau de l'Union locale des Syndicats chrétiens, de la présentation d'un candidat aux élections prud'homales du 6 novembre 1938.

C'est notre camarade Comperatore Marius qui a été désigné par le Bureau syndical. Notre camarade, qui mérite toute notre sympathie et notre confiance, occupe depuis plus de deux ans le rôle ingrat de trésorier du syndicat, tâche à laquelle il se dévoue sans compter.

Le Secrétaire de l'Union locale devait prendre la parole à cette Assemblée au sujet des 40 heures ; il s'est fait excuser à la dernière minute étant débordé par le travail de sa charge. C'est le Secrétaire du syndicat qui aborda le problème des 40 heures.

Il le fit au mieux ; demanda aux camarades présents d'être vigilants plus que jamais aux attaques que subit la loi. Une discussion suivit l'exposé fait par le Secrétaire. A la suite de cet exposé un ordre du jour fut voté.

Après résolution prise de faire triompher notre candidat aux élections prud'homales, la séance fut levée à 19 h. 45.

Ordre du jour

Le Syndicat chrétien des ouvriers métallurgistes et parties similaires, réuni en Assemblée générale extraordinaire,

Après avoir entendu le compte rendu sur l'activité syndicale, Proteste énergiquement contre les dérogations illimitées et sans discrimination apportées à la loi de 40 heures ;

Se déclare prêt à envisager, et cela en accord avec sa Fédération de Métiers, les modifications à apporter à la dite loi, dans les limites indispensables aux besoins de la défense nationale, mais demande que le bénéfice de ces aménagements soit fait en faveur de l'intérêt général, excluant tous profits privés ;

Demande, en contre partie, l'amélioration du sort de la classe ouvrière, par une politique familiale, pour :

1° que les allocations familiales substantielles soient accordées aux pères de famille ;

2° qu'une allocation spéciale soit versée directement à la mère de famille restant à son foyer, et, cela sous un double but : de résorber le chômage et de permettre le relèvement de la famille ;

3° qu'une retraite décente et convenable soit assurée à tous les vieux travailleurs.

Aux récentes élections prud'homales, les métallurgistes marseillais décidaient de présenter un candidat ; certes, ils ne pensaient pas enlever un siège, forteresse que détenait la C.G.T. depuis longtemps, mais ils entendaient marquer l'intérêt qu'ils prenaient à cette importante question touchant la juridiction du travail.

Les résultats suivants permettent de se rendre compte de l'importance des Syndicats dits « Professionnels » dont les journaux annoncent l'écrasante majorité.

Elections prud'homales, du 6 novembre 1938 (3^{me} catégorie Industrielle). — Inscrits : 4.495 ; votants : 2.258 ; nuls : 16.

ENJALBERT, C.G.T. (communiste) : 1.295 voix, **Elu**.

AUGUTE (Conseiller sortant) C. G.T. (vieille C.G.T.), 752 voix, **Elu**.
COMPERATORE, (C.F.T.C.), 161 voix (gain de 50 voix sur les élections précédentes)
SEGU, (S.P.F.), 24 voix.

CALVADOS

DIVES-SUR-MER

Syndicat Chrétien de la Métallurgie et parties connexes

Le Syndicat a tenu son Assemblée générale statutaire le 18 novembre.

Le Président Prévost, en ouvrant la séance, a tenu à remercier les camarades venus nombreux à cette réunion, et plus particulièrement les nouveaux adhérents, et après qu'il eut rappelé l'ordre du jour de la réunion, le camarade Bréard, secrétaire, fit le rapport moral de l'exercice écoulé. Il rappela la vie et les efforts du syndicat dans des circonstances souvent difficiles et invita les camarades à se montrer confiants dans leur syndicat dont la situation ne cesse de s'améliorer.

Après lui, le camarade Charron, secrétaire de la section des Techniciens et Agents de Maîtrise, montra l'activité de celle-ci et les résultats obtenus, notamment la reconnaissance du caractère représentatif de cette section auprès de la direction de la Compagnie générale E.M. Ces deux rapports mis aux voix par le Président, furent adoptés à l'unanimité.

En l'absence du trésorier, l'Assemblée décida de remettre l'adoption du rapport financier à une prochaine séance pour permettre à la commission de contrôle de faire son travail.

Le secrétaire donne ensuite connaissance des vœux adoptés au Congrès de la Métallurgie. Après discussion ils furent approuvés.

Le renouvellement du tiers sortant du conseil syndical eut lieu ensuite au tirage au sort et est ainsi composé :

Président : Prévost Ed. ; Vice-Président : Cazenave ; Secrétaire : Bréard ; Trésorier : Chesneau ; Conseillers : Adrien, Basire, Gardin.

Le camarade Girard, de l'Union Locale, prend ensuite la parole pour remercier les métallos de la confiance et du dévouement qu'ils ont apporté, et après avoir rappelé que de nouvelles difficultés se préparent pour l'action syndicale il les invite tous à devenir des militants et pour cela fait appel pour qu'ils viennent nombreux au cercle d'étude syndical qui a lieu tous les vendredis à 18 heures à la permanence.

Le Président propose alors l'ordre du jour suivant approuvé par tous avant de se séparer :

« Les Membres du syndicat de la Métallurgie de Dives-sur-Mer, réunis en Assemblée générale le 18 novembre, après avoir entendu les différents rapports, affirment leur confiance dans leur organisation et le syndicalisme chrétien, approuvent les vœux et conclusions du Congrès de la Métallurgie, et font confiance à la Fédération pour la défense des lois sociales et des intérêts des travailleurs de l'industrie des métaux. »

COTES-DU-NORD

SAINT-BRIEUC

Syndicat Libre des Ouvriers de la Métallurgie (C.F.T.C.)

A la dernière réunion qui s'est tenue le 30 novembre, le Secrétaire du syndicat a fait connaître à tous les membres la sentence surarbitrale qui a été rendue par M. Legarcon dans le conflit des garages des Côtes-du-Nord.

Cet arbitrage n'accorde absolument rien au personnel des garages, le surarbitre en effet, ayant calculé le pourcentage d'augmentation sur l'indemnité de vie chère. D'après son raisonnement les ouvriers pouvaient obtenir une augmentation horaire de six centimes, et les jeunes de quatre centimes. Mais le surarbitre ayant jugé qu'il n'était pas convenable d'accorder une telle augmentation a préféré ne rien accorder du tout.

Nous tenons néanmoins à lui faire remarquer que les ouvriers ne sont pas fiers, et auraient certainement accepté le son d'augmentation qu'il nous donnait faute de mieux.

Nous pensons que le surarbitre qui a basé son augmentation sur l'indemnité de vie chère seule, n'a pas été amené à étudier de très près le budget des ouvriers de garages, par rapport au coût réel de la vie.

Nous lui demandons simplement si avec les salaires actuellement payés il pourrait lui-même faire vivre normalement sa famille. Ce qui a été oublié d'envisager, c'est le principal, c'est-à-dire le pouvoir d'achat des salariés.

La Section de la grosse métallurgie a été plus favorisée que la section garages.

A la suite d'une sentence surarbitrale, rendue par M. Enaud, juge d'instruction, un relèvement de salaire de 4 p. cent s'ajoutant aux 17 p. cent, alloués précédemment, sera appliqué sur les salaires minima fixés par la convention collective et son annexe.

L'effet de ce réajustement remontera au 30 août 1938.

DOUBS

MANDEURE

La réunion du dernier Comité régional groupait 18 centres. D'importantes questions syndicales y ont été discutées en dehors des points traitant de l'organisation intérieure et de la marche administrative du Comité, en ce qui concerne celui-ci, le rapport du Trésorier a montré la parfaite administration de nos finances, permettant à nos caisses syndicales de faire face à toutes leurs obligations ; notons qu'une Commission financière a été désignée, elle complètera utilement notre organisation administrative.

Ce fut, ensuite, l'élection du Bureau de l'Union des syndicats du pays de Montbéliard, lequel Bureau comprend 10 membres, enfin 2 délégués étaient désignés pour représenter notre Union au Congrès fédéral.

Les délégués présents estiment qu'il y a lieu de dispenser du paiement de la cotisation, pour le mois d'octobre, les camarades qui ont été mobilisés.

D'autre part, une contribution supplémentaire sera demandée aux syndicats pour permettre à nos différentes sections de faire face aux dépenses occasionnées par les discussions du contrat collectif ; concernant la collecte de Sochaux, notre Union a décidé d'y participer, le Comité de la Mutuelle aura pour sa part à régler un cas qui lui est soumis.

Au sujet de la vente d'insignes, notre Comité régional de Franche-Comté remercie toutes les personnes qui nous ont apporté leur collaboration à la réussite de cette journée, il tient, tout particulièrement, à féliciter pour leur dévouement à cette occasion : Miles Girardot, Maire, Amiot, Trevisan, Rouget et Uderic, de la section de Mandeure, Miles Georgeotte, Disse, Lucie et Charlotte Gaudry et Yvonne Mairot, de la section de Mathay.

La réunion du Comité local, du 4 novembre dernier, voyait réunis tous ses membres pour entendre l'exposé du camarade Bernard, sur le Congrès fédéral de Paris ; après nous avoir fait une relation des différentes réunions et montré l'intérêt des travaux qui ont été accomplis, notre Secrétaire permanent nous donne connaissance des vœux adoptés par le Congrès.

Le Comité fixe ensuite la date de l'Assemblée générale et le Président nous donne connaissance des trois candidatures qui seront présentées aux élections prud'homales et, enfin, il fait part de la composition du Comité exécutif du pays de Montbéliard.

Notre Assemblée générale

C'est notre camarade Bernard, permanent de nos sections, qui occupera notre réunion par l'exposé qu'il fait tout d'abord sur la juridiction prud'homale, il retrace ensuite les difficultés rencontrées au cours des discussions de la convention collective, il montre combien le sectarisme de certains militants cégétistes est préjudiciable à l'unité ouvrière, ces derniers, dit-il, méconnaissent totalement la personnalité et la dignité de l'ouvrier qu'ils considèrent comme un troupeau que l'on conduit et auquel on donne des mots d'ordre qu'il exécute sans comprendre, parce que telles sont les directives de l'organisation centrale.

Notre permanent précise ensuite quelques points principaux de notre programme : allocations familiales substantielles avec prime particulière pour la mère qui demeure au foyer ; création d'une caisse nationale de chômage, réalisable au prompt pour une retraite aux vieux travailleurs.

Enfin, Bernard termine son exposé en lançant un appel à tous les présents pour qu'ils fassent un effort en vue de compléter leur formation syndicale, il faut, dit-il, que chacun soit à même de défendre les principes du Syndicalisme Chrétien. Pour cela il est nécessaire de suivre les Cercles d'études qui vont fonctionner chaque quinzaine, dans nos localités. Si payer sa cotisation, avec régularité, est un devoir au quel personne ne doit se dérober, il n'est pas moins important d'être en mesure d'expliquer et de développer les idées mises en avant par notre mouvement.

Chaleureusement applaudi, l'exposé de notre camarade va permettre à tous de mieux travailler pour le Syndicalisme Chrétien.

Avant de se séparer, communication est faite à l'Assemblée générale des résultats des collectes effectuées en faveur des mobilisés, les sommes ainsi recueillies seront réparties entre tous les intéressés.

Le Secrétaire : A. ALIX.

LOIRE-INFÉRIEURE

NANTES

Les métallurgistes nantais viennent de prendre d'importantes décisions en conclusion du compte rendu du Congrès fédéral auquel ils avaient délégué deux de leurs représentants.

Etant décidés à développer leur action syndicale, ils vont poursuivre l'organisation méthodique de toutes leurs sections, les faits, d'ailleurs, les y engagent, c'est ainsi que le camarade Marius

Dubard a gagné aux élections prud'homales plus de 200 voix sur l'année précédente ; d'autre part, celui-ci vient d'être élu délégué du personnel dans son entreprise métallurgique, il a dû, à peine entré en fonctions, intervenir pour faire cesser certains abus concernant les heures supplémentaires, son action, d'ailleurs, s'exercera sur d'autres terrains et nous nous félicitons de voir Marius revenu à un meilleur état de santé pour participer d'une manière effective à la direction du Syndicat de la Métallurgie.

Dans plusieurs entreprises, les organisations syndicales chrétiennes comptent de nombreux adhérents, ainsi aux Etablissements J.-J. Carnaud, nous avons deux délégués techniciens et un délégué ouvrier, le Syndicalisme Chrétien en pleine progression se doit d'être à la hauteur des responsabilités qui lui incombent, c'est ainsi qu'une action d'organisation intérieure est menée de front avec une intense formation syndicale des militants.

SAINT-NAZAIRE

Un conflit au chantier de la Loire

Le 4 novembre, 250 ouvriers forgerons, formeurs, machinistes, charpentiers, se sont mis spontanément en grève au chantier de la Loire pour protester contre les mises à pied dont ils sont victimes depuis de longs mois.

Ces camarades, en effet, allaient en chômage une semaine sur deux. Après quinze jours au cours desquels nous avons eu occasion d'intervenir parallèlement au syndicat unifié qui a dirigé le conflit, un accord est intervenu et nos camarades ont repris le travail le 21 novembre, assurés de n'aller en chômage désormais qu'une semaine sur cinq. Ce qui est un résultat.

Ainsi que les précédents mouvements, celui-ci n'était pas spécialement dirigé contre la direction. C'est une réponse brutale aux appels continus au travail, à la production. Nous devons malheureusement constater que, trop souvent, seuls les arguments de ce genre sont entendus.

Que sert de chanter sur tous les tons aux ouvriers la nécessité du travail tandis que le chômage reste leur lot ?

Les ouvriers ne refusent pas le travail, ils en veulent. Qu'on utilise leurs bras.

J. T.

PAS-DE-CALAIS

BETHUNE

Notre fête de Saint-Eloi

Comme de coutume, les métallos ont fêté joyeusement leur saint patron. Au cours de la soirée, JEAN Albert donne un aperçu de notre activité au cours de l'année écoulée et présente notre magnifique drapeau. Th. Guisse, président de l'U.L., invite les métallos à continuer leur bonne tradition. Il fit part du prochain congrès de l'U.D. du 21 mai 1939 à Béthune, grand rassemblement des travailleurs chrétiens et tous les camarades présents promirent leur concours pour le succès de cette fête.

C'est ensuite notre secrétaire fédéral Joseph Botton qui se dit enchanté de se trouver en si bonne réunion. Après avoir apporté le salut fédéral, il montra ce qu'était l'organisation professionnelle de la C.F.T.C. Il parla de l'action de la Fédération de la métallurgie depuis sa création. Il traita aussi de la position de la C.F.T.C. en face des décrets-lois et des grèves du 30 novembre 1938. Il termina en faisant appel à tous pour que la propagande soit poussée durant la saison d'hiver.

Jules Pruvost, notre dévoué secrétaire permanent, dit sa joie de voir les métallos se réunir fraternellement et après avoir donné quelques précisions sur notre action, il invita les métallos à faire connaître notre organisation ou régner l'amour du prochain et la fraternité.

Marcel BECK remercia Joseph Botton de ses conseils et surtout de ses enseignements. Il invita ses camarades à suivre les consignes fédérales et à passer à l'action pour faire connaître partout le syndicalisme chrétien. Puis il déclara la réunion close et passa la parole aux chanteurs.

Nous eûmes alors le plaisir d'entendre Emile le fonctionnaire dans ses monologues joyeux et son brillant discours ; Louis l'Anzinois et autres métallos qui s'en donnèrent à cœur joie, puis l'auditoire chança « Le petit quinquin » et un vif flamand en l'honneur de la Fédération et de son dévoué secrétaire fédéral J. BOTTON.

M. BECK.

Comité régional de la Métallurgie

Profitant de la venue de J. Botton dans la région, le comité régional s'est réuni à Isbergues le 4 décembre dans la matinée. A cette réunion assistaient les délégués responsables des différents syndicats métallurgistes de la région, ainsi que quelques camarades de Saint-Omer.

Le secrétaire lut le procès-verbal de la réunion précédente qui fut adopté. Il donna également de nouvelles précisions sur la carte économique et le sujet de la prochaine enquête.

Puis J. Botton remercia les responsables du travail accompli depuis la création du comité régional. Il montra combien il était utile que les militants responsables de syndicats fassent parvenir tous les renseignements nécessaires aux dirigeants fédéraux et aux secrétaires permanents. Le comité régional avec son programme est en bonne voie, mais il doit continuer son premier travail et l'adapter aux nécessités actuelles. Le secrétaire fédéral envisagea aussi une journée départementale ou régionale des militants de la métallurgie pour y traiter des questions professionnelles. Cette question sera soumise à l'U.D.

Chaque responsable donna un aperçu de la situation du 30 novembre dans son secteur et après quelques explications de J. Botton sur les décrets-lois, la séance fut levée.

PUY-DE-DOME

CLERMONT-FERRAND

Le 11 septembre, avait lieu notre sortie promenade, comme annoncé. Celle-ci eut pour itinéraire la tournée des lacs, si pittoresques dans notre Auvergne.

Malgré la saison tardive à laquelle nous l'avons faite, une trentaine d'adhérents n'hésitèrent pas à se faire inscrire ; remarquez qu'ils eurent du mérite avec la période d'intempéries que nous avons eue la semaine précédente.

Enfin, avec une heure de retard nous partons ; au début, il fait un peu frais et, au lac Serrières, la visite est vite faite, il nous tarde de remonter dans le car ; arrêt Roche-Thuillière et Sannadour, il fait un peu meilleur. Puis, en montant le Col de Diane, le brouillard arrive, tout le monde se regarde consterné, voici un autre imprévu ne laissant rien présager de bon pour le reste de la journée. Heureusement, dans la descente sur le Chambon il se dissipe et fait place à un radieux et chaud soleil qui ne nous quitte plus jusqu'au soir.

Après un bon repas très bien servi, plusieurs vont faire un tour sur la plage du lac de Chambon et même un peu de canotage ; mais voici l'heure du retour, à regret on monte dans le car jus qu'à Murols où beaucoup vont visiter les ruines du Château, puis Saint-Nectaire et retour sur Clermont. A Jaude, tout le monde se sépare enchanté de l'agréable journée passée en famille, en promettant de revenir l'an prochain.

Un Assistent.

SARTHE

ST-JAMME-SUR-SARTHE

L'unité par le cartel syndical, tel pourrait être le titre de ce court compte rendu, en effet, à la suite des événements internationaux, les militants responsables de la C. G. T. et de la C.F.T.C. s'étaient mis d'accord pour organiser une collecte en faveur des camarades appelés sous les drapeaux, une somme de près de 4.000 francs a pu être réunie et répartie aux ayants droit, en même temps, plusieurs camarades malades ont également bénéficié d'un secours ; ces répartitions ont été faites avec un très large esprit d'équité auquel nous rendons hommage ; de son côté la Direction avait tenu à accorder une allocation proportionnée aux charges de famille. En conclusion, ne serait-il pas possible de continuer dans la vie courante cette collaboration dans le respect des droits de chacun, le résultat immédiat n'en serait-il pas un plus grand bien pour tous.

Sur le plan professionnel, on parle beaucoup du manque de main-d'œuvre qualifiée ; à cet effet, nous voudrions faire une remarque.

Pour former un professionnel, il faut d'abord les trois années d'apprentissage indispensables et, ensuite, développer, adapter les connaissances du jeune ouvrier à la production moderne et, là, l'expérience aura son mot à dire ; en résumé, ceci prouve qu'un certain nombre d'années sont requises pour former le professionnel et ceci nous amène tout naturellement à demander qu'on facilite l'entrée en apprentissage des enfants sortant de l'école. La profession a besoin de professionnels, il ne faut pas attendre l'âge de 17 ans pour commencer la formation des jeunes, certes, il n'en est pas dans nos intentions de faire table rase des aptitudes qui doivent être requises par les postulants, mais il n'est plus possible de laisser traîner dans l'inaction les jeunes qui, à 14 ans, sortent maintenant de l'école, il faut leur faciliter l'entrée dans un établissement et la vie, elle-même, montrera ce qu'il est possible de tirer de ces jeunes activités et, à l'épreuve des faits, la sélection s'opérera d'elle-même.

Notre fête syndicale a obtenu un très grand succès, nombreux sont ceux qui sont venus nous apporter leurs encouragements, nos camarades Chevalier et Meunier, du Mans, avaient tenu à relever notre fête par leur présence ; les allocations qu'ils ont prononcées ont été fort applaudies, aussi devant le succès rencontré par notre journée, nous entendons qu'elle ne soit pas sans lendemain et nous proposons de faire mieux encore à l'avenir.

LA PAGE DOCUMENTAIRE

Les conséquences des décrets-lois sur l'impôt général sur le revenu au titre des traitements et salaires d'après les statistiques du Ministère des Finances

SALARIÉ (marié sans enfant à charge)

Ce qu'il aurait payé sans les décrets					Ce qu'il paiera avec les décrets				
MONTANT du revenu net	IMPOT cédulaire (a)	IMPOT général (b)	TOTAL	Pourcentage du total par rapport au revenu net col. 1 - col. 4	IMPOT cédulaire	Contribution de 2 0/0 sur les revenus professionnels	IMPOT général	Majoration de 30 0/0 de l'impôt général	TOTAL
fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
18.000	302	32	334	1,85	320	360	30	9	719
24.000	680	97	777	3,23	720	480	90	27	1.317
30.000	1.134	203	1.337	4,46	1.200	600	188	56	2.044
40.000	1.890	473	2.363	5,90	2.000	800	438	131	3.369
50.000	2.646	858	3.504	7,00	2.800	1.000	788	236	4.824
60.000	3.402	1.337	4.739	7,89	3.600	1.200	1.238	371	6.409
70.000	4.158	1.938	6.096	8,70	4.400	1.400	1.788	536	8.124
80.000	4.914	2.709	7.623	9,52	5.200	1.600	2.508	752	10.060
90.000	5.670	3.726	9.396	10,44	6.000	1.800	3.450	1.035	12.285
100.000	6.426	5.052	11.478	11,47	6.800	2.000	4.678	1.403	14.881

SALARIÉ (marié avec 2 enfants à charge)

Ce qu'il aurait payé avant les décrets					Ce qu'il paiera avec les décrets				
MONTANT du revenu net	IMPOT cédulaire (a)	IMPOT général (b)	TOTAL	Pourcentage du total par rapport au revenu net col. 1 - col. 4	IMPOT cédulaire	Contribution de 2 0/0 sur les revenus professionnels	IMPOT général	Majoration de 30 0/0 de l'impôt général	TOTAL
fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
18.000	181	»	181	1 »	192	360	»	»	552
24.000	476	»	476	1,98	504	480	»	»	984
30.000	794	54	848	2,83	840	600	50	15	1.505
40.000	1.323	203	1.526	3,81	1.400	800	188	56	2.444
50.000	2.117	473	2.590	5,18	2.240	1.000	438	131	3.809
60.000	2.722	851	3.573	5,95	2.880	1.200	788	236	5.104
70.000	3.326	1.337	4.663	6,66	3.520	1.400	1.238	371	6.529
80.000	3.931	2.130	6.061	7,57	4.160	1.600	1.972	592	8.324
90.000	4.536	2.864	7.400	8,22	4.800	1.800	2.652	796	10.058
100.000	5.141	3.977	9.118	9,12	5.440	2.000	3.682	1.105	12.227

LES PRIX

PRIX DE GROS

L'indice général non pondéré des prix de gros des 45 articles, sur la base 100 en juillet 1914, a marqué, au cours de la première quinzaine d'octobre, une hausse de 8 points, suivie d'une certaine stabilité pour la 2^e; parti de 646, il se trouve amené à 654 et la hausse s'est poursuivie pour atteindre 657 en novembre.

Produits importés : ceux-ci enregistrent une hausse un peu plus importante que celle de nos produits nationaux, pour ces derniers l'augmentation est de 14 points : 678 en novembre contre 664 en septembre pour les produits importés : 626 contre 615 pour revenir à 620 en novembre.

L'indice-or mondial, calculé sur 22 matières premières et sur la base de 100 en 1928 est en légère diminution fin octobre avec 40, 6 contre 41,1 fin septembre.

Cette différence s'explique par l'importance des prix agricoles qui entrent dans son calcul, lesquels ont subi une baisse appréciable.

La hausse des produits de l'industrie minérale n'ayant pu compenser.

PRIX DE DETAIL

L'indice trimestriel (300 villes) s'établit pour le troisième trimestre de l'année 1933 (août) à 645, en baisse de 4 points sur le précédent (649 en février).

L'indice pondéré des prix de détail, dit des trente-quatre articles pour l'ensemble (29 denrées alimentaires, 4 articles de chauffage et d'éclairage et le savon) en novembre, est en hausse de 12 points sur celui d'octobre (739 à 727). Pour les denrées alimentaires, la hausse est de 15 points (742 à 727). L'indice trimestriel (300 villes) s'établit pour le troisième trimestre (août) à 677.

COUT DE LA VIE

L'indice pondéré des prix de détail, dit des 13 articles de ménage, base 100 juillet 1914 est, pour Paris de 727 fin novembre contre 725 pour octobre, faisant apparaître une hausse de 2 points.

Pour la France entière cet indice est de 645 en février, donc en baisse de 4 points.

Le tableau ci-dessous donne, pour chaque mois, depuis janvier 1937, l'indice caractérisant les prix de détail pratiqués à Paris pour 13 denrées de première nécessité (pain, viande, lait, beurre, œufs, lait, fromages, pommes de terre, haricots, sucre, huile, pétrole, alcool à brûler) :

	1937	1938
Janvier	562	688
Février	577	694
Mars	577	698
Avril	580	702
Mai	584	705
Juin	576	698
Juillet	580	671
Août	594	677
Septembre	627	697
Octobre	644	725
Novembre	645	727
Décembre	659	

La moyenne de 1937 s'établit pour Paris à 601 contre 470 en 1936, 423 en 1935, 481 en 1934, 491 en 1933 et 536 en 1932. Pour les principales villes de France, la moyenne s'établit à 564 pour 1937, contre 434 pour 1936, 395 pour 1935, 455 pour 1934, 475 pour 1933 et 532 pour 1932.

L'indice pondéré des prix de détail à Paris (base 100 en 1930) est : pour le chauffage et l'éclairage (4 articles) 123,2 en octobre sans changement ; pour l'habillement (17 articles) 100,7 ; 100,4 en septembre ; pour le ménage (10 articles) 113,3 sans changement.

En pourcentage, cet indice accuse une diminution de 0,43 % sur l'indice au deuxième trimestre 1938, et une augmentation de 4,7 % par rapport à l'indice du quatrième trimestre 1937.

Voici les indices départementaux :

INDICES DE LA DEPENSE D'UNE FAMILLE OUVRIERE DE QUATRE PERSONNES

(budgets-types uniformisés, base 100 en 1930)

	Novembre 1937	Février 1938	Mai 1938	Août 1938	Novembre 1938
Ain	112,8	116,0	119,5	119,8	116,1
Aisne	105,4	109,0	109,9	112,8	116,1
Allier	113,8	117,2	120,2	120,2	123,7
Alpes (Basses-)	»	118,1	120,8	124,4	»
Ardennes	110,8	114,6	115,9	116,1	119,6
Ariège	102,0	102,6	104,6	107,4	»
Aude	115,9	118,0	118,1	120,0	»
Aveyron	105,8	111,2	119,9	117,8	»
Belfort	114,0	116,3	117,2	116,8	120,3
Bouches-du-Rhône	114,5	117,5	118,2	120,4	»
Calvados	109,8	113,5	116,6	114,9	»
Cantal	107,9	110,0	114,1	115,1	»
Charente	117,1	118,8	»	121,8	»
Charente-Inférieure	116,7	117,9	»	122,2	»
Corrèze	107,1	109,0	112,0	113,6	»
Corse	»	118,9	121,5	122,9	»
Côte-d'Or	113,5	114,6	120,5	119,9	»
Dordogne	108,4	112,7	115,0	115,2	»
Doubs	106,8	109,4	111,5	114,8	117,3
Drôme	»	108,8	111,9	112,2	»
Eure	102,7	112,4	113,0	114,2	»
Eure-et-Loir	112,4	114,8	118,1	120,1	»
Finistère	114,0	115,7	116,5	119,6	123,7
Gard	105,8	108,1	110,0	111,4	»
Garonne (Haute-)	104,6	105,2	106,0	108,0	110,3
Gers	107,4	112,7	113,7	112,4	»
Gironde	108,7	110,7	112,5	115,9	»
Hérault	110,5	112,9	113,3	116,9	»
Ille-et-Vilaine	106,8	107,8	110,2	110,6	»
Indre-et-Loire	116,4	118,5	120,0	118,1	123,1
Isère	106,9	109,7	115,5	114,9	»
Jura	104,7	107,9	110,7	113,2	»
Landes	108,2	110,1	110,1	110,1	»
Loire	115,7	118,3	120,7	123,6	123,7
Loire (Haute)	118,2	123,2	122,2	124,9	»
Loire-Inférieure	»	118,9	118,8	118,8	»
Loiret	113,5	117,4	120,2	122,9	»
Lot	105,0	105,2	109,1	110,4	»
Lozère	116,2	115,8	118,5	121,0	122,9
Maine-et-Loire	109,4	112,0	119,0	116,6	121,1
Manche	112,7	117,2	120,9	125,0	»
Marne	114,2	118,2	121,6	122,0	124,2
Marne (Haute-)	113,6	116,2	123,9	122,8	»
Mayenne	115,0	121,4	»	»	»
Meurthe-et-Moselle	110,6	113,8	116,5	116,6	»
Meuse	108,5	113,8	116,1	118,2	120,4
Moselle	108,5	113,0	114,7	115,6	»
Nièvre	103,5	107,5	109,9	110,0	»
Nord	111,0	114,3	117,6	117,5	119,9
Oise	107,9	111,5	112,8	114,1	»
Orne	115,7	117,0	118,9	122,0	»
Pas-de-Calais	110,2	112,1	114,0	117,0	»
Puy-de-Dôme	108,0	111,0	115,5	118,3	119,2
Pyrenées (Basses-)	»	»	»	111,4	115,5
Pyrenées (Hautes-)	104,3	106,8	109,3	110,1	113,9
Pyrenées-Orient	109,3	110,0	111,4	112,3	»
Rhin (Bas-)	112,7	115,7	117,8	119,3	»
Rhin (Haut-)	»	114,4	116,9	118,1	»
Rhône	107,3	110,5	111,6	113,2	113,1
Haute-Saône	113,5	117,3	120,1	121,9	»
Saône-et-Loire	115,9	120,0	123,7	»	»
Sarthe	111,7	116,0	117,2	118,2	122,0
Savoie	110,4	112,3	113,1	117,3	»
Haute-Savoie	113,2	114,4	117,7	»	»
Seine	114,2	118,4	119,1	118,6	124,3
Seine-Inférieure	114,7	117,4	121,9	119,8	124,9
Somme	111,6	116,2	119,7	121,8	125,9
Tarn	99,8	102,9	105,9	107,4	»
Tarn-et-Garonne	101,1	104,0	106,8	107,1	108,4
Vendée	»	»	122,8	125,1	»
Vienne	118,3	121,0	121,7	122,9	»
Vienne (Haute-)	111,4	116,7	119,1	116,3	»
Vosges	114,0	119,3	119,9	122,5	124,9
Yonne	114,8	118,0	120,9	123,5	»
Moyennes	110,0	113,2	115,3	117,2	»

STATISTIQUE du CHOMAGE TOTAL

DATES	Ensemble des Professions y compris la Métallurgie				MÉTALLURGIE SEULE							
				* / par rapport à l'ensemble de la population	DEMANDES D'EMPLOI			o/o par rapport à l'ensemble	OFFRES D'EMPLOI			
	HOMMES	FEMMES	TOTAL général		PARIS et la Seine	Autres Départem.	TOTAL		PARIS et la Seine	Autres Départem.	TOTAL	
1938												
Semaines du :												
12 au 18 Novembre	256.287	107.923	364.210	2,11	21.590	26.455	48.045	13,19	83	86	169	
19 au 25 —	258.565	109.382	367.947	2,14	21.620	27.926	49.546	13,46	91	120	211	
26 Nov. au 2 Déc.	258.891	108.215	367.106	2,13	21.297	26.833	48.130	13,11	83	156	239	
3 au 9 Décembre ..	259.101	108.733	367.834	2,13	22.066	26.789	47.885	13,01	62	157	219	

Le Mouvement dans les Départements des Demandes et Offres d'Emploi pour les Industries de la Métallurgie

DÉPARTEMENTS	SEMAINE du 12 au 18 Nov.		SEMAINE du 19 au 25 Nov.		SEMAINE du 26 Nov. au 2 Déc.		SEMAINE du 3 au 9 Décembre	
	Demandes	Offres	Demandes	Offres	Demandes	Offres	Demandes	Offres
Nord.....	9.914	6	9.824	10	9.955	3	10.064	aucune
Seine-et-Oise.....	2.776	1	3.035	2	4.103	aucune	2.710	aucune
Rhône.....	2.263	aucune	2.270	2	2.253	2	2.229	2
Loire.....	1.332	5	1.325	7	—	—	1.306	7
Bouches-du-Rhône.....	1.201	7	1.261	aucune	1.241	3	—	—
Pas-de-Calais.....	1.154	aucune	1.175	aucune	1.212	aucune	1.229	aucune
Ardennes.....	1.148	aucune	1.163	aucune	1.138	—	1.101	—
Loire-Inférieure.....	938	22	936	aucune	944	17	940	3
Seine-Inférieure.....	765	1	850	aucune	746	1	734	aucune
Haut-Rhin.....	593	1	609	aucune	603	aucune	626	aucune
Aisne.....	384	aucune	395	aucune	409	8	333	19
Meurthe-et-Moselle.....	242	16	244	2	249	2	268	aucune
Haute-Garonne.....	240	4	232	5	232	7	233	7
Alpes Maritimes.....	226	2	260	aucune	266	25	257	1
Gironde.....	207	aucune	194	aucune	202	aucune	210	aucune
Jura.....	171	aucune	166	1	175	2	173	2
Oise.....	170	aucune	161	aucune	138	1	163	1
Haute-Vienne.....	166	aucune	—	—	201	aucune	214	aucune
Var.....	146	1	193	2	149	aucune	150	1
Bas-Rhin.....	145	3	157	3	145	9	159	6
Belfort.....	104	1	100	2	102	aucune	110	aucune
Saône-et-Loire.....	—	—	316	aucune	316	aucune	318	aucune
Somme.....	—	—	270	aucune	270	aucune	261	10
Haute-Marne.....	—	—	115	8	—	—	—	—
Marne.....	—	—	109	aucune	111	aucune	110	aucune
Hautes-Pyrénées.....	—	—	—	—	107	aucune	105	aucune
Sarthe.....	—	—	—	—	—	—	101	aucune